

**OBJET : RESTRICTION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC  
97 GRANDE RUE**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

**VU** le Code de la route, notamment l'article R 417 ;

**VU** l'Arrêté Municipal n° 2023/321 du 13 janvier 2023 réglementant la circulation sur le territoire de la ville d'ARPAJON ;

**VU** l'Arrêté Municipal n°2023/092 du 10 mai 2023 réglementant l'arrêt et le stationnement à ARPAJON ;

**VU** la demande formulée le vendredi 24 mai 2024 par l'entreprise JD DEM -ZI de la Prairie 91140 VILLEBON SUR YVETTE représentée par Monsieur Johnny GENTILE -01.64.48.49 concernant un déménagement au 97 GRANDE RUE 91290 ARPAJON ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de restreindre le stationnement pour ce déménagement ;

**CONSIDÉRANT** que le déménagement doit avoir le lundi 10 juin 2024 ;

**Le Maire de la commune d'Arpajon.**

**ARRETE**

**Article 1 :** Le lundi 10 juin 2024, le stationnement sera réservé sur trois places de stationnement au 97 GRANDE RUE à ARPAJON ;

**Article 2 :** Le présent arrêté sera affiché 48 heures avant le début du déménagement par les soins du bénéficiaire.

**Article 3 :** Cette autorisation pourra être modifiée, voire supprimée par nécessité de service ou par mesure de sécurité en raison de circonstances particulières ou des conditions atmosphériques.

**Article 4 :** Les véhicules en infraction seront verbalisés et enlevés par les services de Police aux frais et risques du contrevenant.

**Article 5 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Commissaire de Police d'Arpajon,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale d'Arpajon,
- Monsieur le Directeur, TRANSDEV PARK SERVICES,
- Monsieur Johnny GENTILE, Entreprise JD DEM, bénéficiaire de l'autorisation.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Arpajon, le 05 JUIN 2024



Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté et informe que cet acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.  
Le Maire,  
Christian BERAUD